

Session des 12 et 13 février 2018

Introduction Grégory Blanc

Monsieur le Président, chers collègues,

Nous sommes à mi-mandat. L'occasion de faire un point d'étape.

Chers collègues de la majorité, la situation que vous avez découverte pour la plupart en 2015 ne correspondait sans doute pas à ce qu'on vous avait raconté.

Pendant des années, on a expliqué que ce Département était l'un des mieux géré de France, cela faisait même les gros titres de la presse... jusqu'à ce que la réalité, brutale, soit mise à nu.

On a expliqué ensuite que le problème incombait au social, avec le fameux « 1 M €/jour » ... alors que les dépenses en M&L sont plus faibles et pourtant parmi les mieux compensés.

Depuis le début de ce mandat, vous cognez sans discernement sur l'Etat, alors même que la plupart d'entre vous ont ardemment soutenu un candidat et un projet qui voulait réduire 3 fois plus les dotations ! Cherchez la cohérence !

En vérité, pour redresser la barre, il nous faudra de la rigueur collective : qui peut aujourd'hui continuer à nier la réalité ? **Oui, ça va mieux, nous sommes sortis du coma. Non, c'est encore très loin d'aller bien : ce Département est maintenu en état végétatif, amorphe, complètement alangui.**

Quelques constats. **Ce budget 2018 affiche un objectif de 7M€ de remboursement de la dette : à ce rythme, il faudra 64 ans pour éteindre le problème !!!**

Pire : l'investissement sera à nouveau en baisse de 10M€, une fois ôtée la hausse fictive de trésorerie !!! Le Maine-et-Loire est avant dernier, 100^e sur 101 départements en Investissement / hab. Le sous-investissement, ça passe quelques années, c'est dramatique sur la durée. Quelques chiffres :

	Dépenses équipements brutes		
	€/hab 49	€/strate	€/nat
CA 2014	69	95	
CA 2015	40	98	99
CA 2016	43	81	91

Ce Département ne prépare plus l'avenir et votre budget 2018 propose un statu quo ! Il n'est ni très mauvais, ni très bon. Vous augmentez chaque ligne un petit peu, de manière saupoudré, sans véritable choix. Mais il ne règle rien, ni sur la dette ni pour notre autofinancement.

Aussi, au-delà des contraintes, quelles sont vos orientations ? Pour nous, c'est flou. Où voulez-vous emmener le Département pour après 2021 ? Quelles missions demain ? Quel positionnement dans les territoires ?

C'est encore moins clair, en ayant en tête les alertes de Philippe Chalopin lors du DOB quant aux difficiles budgets 2019 et 2020 de nouveau à cause de la dette. Et en 2019 et 2020, il faudra de nouveau encaisser sur le surcoût de l'appel à projet protection de l'enfance, mais aussi 2,5M€ supplémentaires chez les pompiers, etc.

Ce département est en sous-investissement et en « sous-fonctionnement » chronique. Comment être au rendez-vous des compétitions territoriales si nous ne parvenons plus à renouveler et améliorer nos infrastructures ? Comment répondre aux besoins de nos concitoyens ?

Le problème est grave. En réalité, si on refuse l'immobilisme, 2 choix s'offrent à nous :

1. **Augmenter les impôts de 25%** pour porter durablement l'épargne à plus de 60M€, en restant à périmètre constant d'intervention.
2. **Engager de véritables réformes de structures.** Nous recentrer enfin et véritablement sur notre cœur de métier. Construire un département stratégique, innovant, partenaires des autres collectivités et des forces vives.

Nous défendons cette 2^e option depuis 2014. Mais à la lumière des 3 années écoulées, il faut aller plus vite, plus loin, en changeant la nature de la collectivité. Un Département stratégique est un département qui se rend indispensable sur ses missions. Un département souple, agile, coordonné, créant des complémentarités. Non plus une administration centralisée, avec des vice-présidents en silo de compétences.

Nous vous demandons un travail commun pour bâtir nos fonctionnements futurs, avec une trajectoire sur 5 ans, pour décentraliser réellement notre administration, positionner les maisons départementales des solidarités (MDS) en lien avec les CCAS, les CLIC, les centres sociaux. Supprimer les triples accueils, la multiplication des factures de chauffage, les doublons administratifs, mais au contraire remettre les assistantes sociales auprès des habitants, à domicile... Grâce au précédent gouvernement, nous discuterons cet après-midi des maisons des services publics avec l'Etat. Cela va dans le bon sens et trace une perspective. Mais ce n'est pas suffisant.

Même chose pour les routes et les collèges. En matière de mutualisation avec communes et Région, avec Vilar, Lurçat et Beaupréau, vous venez d'ouvrir la voie. Ce qui est possible pour les collèges doit être généralisé ailleurs : cuisine collective, mutualisation des bâtiments... Nous construisons des salles dans les collèges qui en réalité sont fermés plus de 6 mois dans l'année, alors que des communes cherchent des locaux pour loger leurs associations en soirée et/ou pour accueillir nos enfants lors des vacances !!! C'est cela qu'il faut mettre sur la table si nous voulons faire de véritables économies d'argent public !

Avec 9 intercommunalités et nos communes nouvelles, nous avons en Anjou de véritables fenêtres de tir. Nos intérêts sont convergents, chaque territoire a besoin d'un Département plus proche, mieux coordonné, qui investit. Et le Département a parallèlement besoin des autres pour s'en sortir.

Tout cela impliquera de revoir la gouvernance : créons des vice-présidents de territoires, polyvalents. A eux d'affirmer la place de la collectivité sur le terrain, à la manière des sous-préfets.

De même, à l'heure où s'ouvre le débat sur la Métropole angevine, soyons à la pointe, n'attendons pas qu'Angers décide pour nous. Cela nous concerne, il s'agira de savoir quelles compétences transférées, mais aussi se positionner sur les liens entre la métropole et les territoires adjacents. 2020, c'est demain ! Affirmons les lignes rouges : proximité des lieux de décision et équilibre territorial !

Monsieur le Président, chers collègues, depuis 3 ans, nous posions des amendements budgétaires. Chaque année vous les avez rejetés sans discernement en nous caricaturant, à l'ancienne... tout en reprenant à votre compte nos idées... quelques mois après. Ainsi de la territorialisation en matière de protection de l'enfance, pour les éducateurs de rue, les travailleuses familiales, l'appel à projet sport, les ventes immobilières, l'ouverture de capital des satellites, etc. C'est bien de reprendre nos idées, mais ce serait mieux d'en discuter vraiment en séance, et de construire ensemble.

Il faut clarifier les horizons. Ce sera le sens de nos interventions.

Session des 12 et 13 février 2018

Introduction Grégory Blanc

Monsieur le Président, chers collègues,

Nous sommes à mi-mandat. L'occasion de faire un point d'étape.

Chers collègues de la majorité, la situation que vous avez découverte pour la plupart en 2015 ne correspondait sans doute pas à ce qu'on vous avait raconté.

Pendant des années, on a expliqué que ce Département était l'un des mieux géré de France, cela faisait même les gros titres de la presse... jusqu'à ce que la réalité, brutale, soit mise à nu.

On a expliqué ensuite que le problème incombait au social, avec le fameux « 1 M €/jour » ... alors que les dépenses en M&L sont plus faibles et pourtant parmi les mieux compensés.

Depuis le début de ce mandat, vous cognez sans discernement sur l'Etat, alors même que la plupart d'entre vous ont ardemment soutenu un candidat et un projet qui voulait réduire 3 fois plus les dotations ! Cherchez la cohérence !

En vérité, pour redresser la barre, il nous faudra de la rigueur collective : qui peut aujourd'hui continuer à nier la réalité ? **Oui, ça va mieux, nous sommes sortis du coma. Non, c'est encore très loin d'aller bien : ce Département est maintenu en état végétatif, amorphe, complètement alangui.**

Quelques constats. **Ce budget 2018 affiche un objectif de 7M€ de remboursement de la dette : à ce rythme, il faudra 64 ans pour éteindre le problème !!!**

Pire : l'investissement sera à nouveau en baisse de 10M€, une fois ôtée la hausse fictive de trésorerie !!! Le Maine-et-Loire est avant dernier, 100^e sur 101 départements en Investissement / hab. Le sous-investissement, ça passe quelques années, c'est dramatique sur la durée. Quelques chiffres :

	Dépenses équipements brutes		
	€/hab 49	€/strate	€/nat
CA 2014	69	95	
CA 2015	40	98	99
CA 2016	43	81	91

Ce Département ne prépare plus l'avenir et votre budget 2018 propose un statu quo ! Il n'est ni très mauvais, ni très bon. Vous augmentez chaque ligne un petit peu, de manière saupoudré, sans véritable choix. Mais il ne règle rien, ni sur la dette ni pour notre autofinancement.

Aussi, au-delà des contraintes, quelles sont vos orientations ? Pour nous, c'est flou. Où voulez-vous emmener le Département pour après 2021 ? Quelles missions demain ? Quel positionnement dans les territoires ?

C'est encore moins clair, en ayant en tête les alertes de Philippe Chalopin lors du DOB quant aux difficiles budgets 2019 et 2020 de nouveau à cause de la dette. Et en 2019 et 2020, il faudra de nouveau encaisser sur le surcoût de l'appel à projet protection de l'enfance, mais aussi 2,5M€ supplémentaires chez les pompiers, etc.

Ce département est en sous-investissement et en « sous-fonctionnement » chronique. Comment être au rendez-vous des compétitions territoriales si nous ne parvenons plus à renouveler et améliorer nos infrastructures ? Comment répondre aux besoins de nos concitoyens ?

Le problème est grave. En réalité, si on refuse l'immobilisme, 2 choix s'offrent à nous :

1. **Augmenter les impôts de 25%** pour porter durablement l'épargne à plus de 60M€, en restant à périmètre constant d'intervention.
2. **Engager de véritables réformes de structures.** Nous recentrer enfin et véritablement sur notre cœur de métier. Construire un département stratégique, innovant, partenaires des autres collectivités et des forces vives.

Nous défendons cette 2^e option depuis 2014. Mais à la lumière des 3 années écoulées, il faut aller plus vite, plus loin, en changeant la nature de la collectivité. Un Département stratégique est un département qui se rend indispensable sur ses missions. Un département souple, agile, coordonné, créant des complémentarités. Non plus une administration centralisée, avec des vice-présidents en silo de compétences.

Nous vous demandons un travail commun pour bâtir nos fonctionnements futurs, avec une trajectoire sur 5 ans, pour décentraliser réellement notre administration, positionner les maisons départementales des solidarités (MDS) en lien avec les CCAS, les CLIC, les centres sociaux. Supprimer les triples accueils, la multiplication des factures de chauffage, les doublons administratifs, mais au contraire remettre les assistantes sociales auprès des habitants, à domicile... Grâce au précédent gouvernement, nous discuterons cet après-midi des maisons des services publics avec l'Etat. Cela va dans le bon sens et trace une perspective. Mais ce n'est pas suffisant.

Même chose pour les routes et les collèges. En matière de mutualisation avec communes et Région, avec Vilar, Lurçat et Beaupréau, vous venez d'ouvrir la voie. Ce qui est possible pour les collèges doit être généralisé ailleurs : cuisine collective, mutualisation des bâtiments... Nous construisons des salles dans les collèges qui en réalité sont fermés plus de 6 mois dans l'année, alors que des communes cherchent des locaux pour loger leurs associations en soirée et/ou pour accueillir nos enfants lors des vacances !!! C'est cela qu'il faut mettre sur la table si nous voulons faire de véritables économies d'argent public !

Avec 9 intercommunalités et nos communes nouvelles, nous avons en Anjou de véritables fenêtres de tir. Nos intérêts sont convergents, chaque territoire a besoin d'un Département plus proche, mieux coordonné, qui investit. Et le Département a parallèlement besoin des autres pour s'en sortir.

Tout cela impliquera de revoir la gouvernance : créons des vice-présidents de territoires, polyvalents. A eux d'affirmer la place de la collectivité sur le terrain, à la manière des sous-préfets.

De même, à l'heure où s'ouvre le débat sur la Métropole angevine, soyons à la pointe, n'attendons pas qu'Angers décide pour nous. Cela nous concerne, il s'agira de savoir quelles compétences transférées, mais aussi se positionner sur les liens entre la métropole et les territoires adjacents. 2020, c'est demain ! Affirmons les lignes rouges : proximité des lieux de décision et équilibre territorial !

Monsieur le Président, chers collègues, depuis 3 ans, nous posions des amendements budgétaires. Chaque année vous les avez rejetés sans discernement en nous caricaturant, à l'ancienne... tout en reprenant à votre compte nos idées... quelques mois après. Ainsi de la territorialisation en matière de protection de l'enfance, pour les éducateurs de rue, les travailleuses familiales, l'appel à projet sport, les ventes immobilières, l'ouverture de capital des satellites, etc. C'est bien de reprendre nos idées, mais ce serait mieux d'en discuter vraiment en séance, et de construire ensemble.

Il faut clarifier les horizons. Ce sera le sens de nos interventions.

Session des 12 et 13 février 2018

Introduction Grégory Blanc

Monsieur le Président, chers collègues,

Nous sommes à mi-mandat. L'occasion de faire un point d'étape.

Chers collègues de la majorité, la situation que vous avez découverte pour la plupart en 2015 ne correspondait sans doute pas à ce qu'on vous avait raconté.

Pendant des années, on a expliqué que ce Département était l'un des mieux géré de France, cela faisait même les gros titres de la presse... jusqu'à ce que la réalité, brutale, soit mise à nu.

On a expliqué ensuite que le problème incombait au social, avec le fameux « 1 M €/jour » ... alors que les dépenses en M&L sont plus faibles et pourtant parmi les mieux compensés.

Depuis le début de ce mandat, vous cognez sans discernement sur l'Etat, alors même que la plupart d'entre vous ont ardemment soutenu un candidat et un projet qui voulait réduire 3 fois plus les dotations ! Cherchez la cohérence !

En vérité, pour redresser la barre, il nous faudra de la rigueur collective : qui peut aujourd'hui continuer à nier la réalité ? **Oui, ça va mieux, nous sommes sortis du coma. Non, c'est encore très loin d'aller bien : ce Département est maintenu en état végétatif, amorphe, complètement alangui.**

Quelques constats. **Ce budget 2018 affiche un objectif de 7M€ de remboursement de la dette : à ce rythme, il faudra 64 ans pour éteindre le problème !!!**

Pire : l'investissement sera à nouveau en baisse de 10M€, une fois ôtée la hausse fictive de trésorerie !!! Le Maine-et-Loire est avant dernier, 100^e sur 101 départements en Investissement / hab. Le sous-investissement, ça passe quelques années, c'est dramatique sur la durée. Quelques chiffres :

	Dépenses équipements brutes		
	€/hab 49	€/strate	€/nat
CA 2014	69	95	
CA 2015	40	98	99
CA 2016	43	81	91

Ce Département ne prépare plus l'avenir et votre budget 2018 propose un statu quo ! Il n'est ni très mauvais, ni très bon. Vous augmentez chaque ligne un petit peu, de manière saupoudré, sans véritable choix. Mais il ne règle rien, ni sur la dette ni pour notre autofinancement.

Aussi, au-delà des contraintes, quelles sont vos orientations ? Pour nous, c'est flou. Où voulez-vous emmener le Département pour après 2021 ? Quelles missions demain ? Quel positionnement dans les territoires ?

C'est encore moins clair, en ayant en tête les alertes de Philippe Chalopin lors du DOB quant aux difficiles budgets 2019 et 2020 de nouveau à cause de la dette. Et en 2019 et 2020, il faudra de nouveau encaisser sur le surcoût de l'appel à projet protection de l'enfance, mais aussi 2,5M€ supplémentaires chez les pompiers, etc.

Ce département est en sous-investissement et en « sous-fonctionnement » chronique. Comment être au rendez-vous des compétitions territoriales si nous ne parvenons plus à renouveler et améliorer nos infrastructures ? Comment répondre aux besoins de nos concitoyens ?

Le problème est grave. En réalité, si on refuse l'immobilisme, 2 choix s'offrent à nous :

1. **Augmenter les impôts de 25%** pour porter durablement l'épargne à plus de 60M€, en restant à périmètre constant d'intervention.
2. **Engager de véritables réformes de structures.** Nous recentrer enfin et véritablement sur notre cœur de métier. Construire un département stratégique, innovant, partenaires des autres collectivités et des forces vives.

Nous défendons cette 2^e option depuis 2014. Mais à la lumière des 3 années écoulées, il faut aller plus vite, plus loin, en changeant la nature de la collectivité. Un Département stratégique est un département qui se rend indispensable sur ses missions. Un département souple, agile, coordonné, créant des complémentarités. Non plus une administration centralisée, avec des vice-présidents en silo de compétences.

Nous vous demandons un travail commun pour bâtir nos fonctionnements futurs, avec une trajectoire sur 5 ans, pour décentraliser réellement notre administration, positionner les maisons départementales des solidarités (MDS) en lien avec les CCAS, les CLIC, les centres sociaux. Supprimer les triples accueils, la multiplication des factures de chauffage, les doublons administratifs, mais au contraire remettre les assistantes sociales auprès des habitants, à domicile... Grâce au précédent gouvernement, nous discuterons cet après-midi des maisons des services publics avec l'Etat. Cela va dans le bon sens et trace une perspective. Mais ce n'est pas suffisant.

Même chose pour les routes et les collèges. En matière de mutualisation avec communes et Région, avec Vilar, Lurçat et Beaupréau, vous venez d'ouvrir la voie. Ce qui est possible pour les collèges doit être généralisé ailleurs : cuisine collective, mutualisation des bâtiments... Nous construisons des salles dans les collèges qui en réalité sont fermés plus de 6 mois dans l'année, alors que des communes cherchent des locaux pour loger leurs associations en soirée et/ou pour accueillir nos enfants lors des vacances !!! C'est cela qu'il faut mettre sur la table si nous voulons faire de véritables économies d'argent public !

Avec 9 intercommunalités et nos communes nouvelles, nous avons en Anjou de véritables fenêtres de tir. Nos intérêts sont convergents, chaque territoire a besoin d'un Département plus proche, mieux coordonné, qui investit. Et le Département a parallèlement besoin des autres pour s'en sortir.

Tout cela impliquera de revoir la gouvernance : créons des vice-présidents de territoires, polyvalents. A eux d'affirmer la place de la collectivité sur le terrain, à la manière des sous-préfets.

De même, à l'heure où s'ouvre le débat sur la Métropole angevine, soyons à la pointe, n'attendons pas qu'Angers décide pour nous. Cela nous concerne, il s'agira de savoir quelles compétences transférées, mais aussi se positionner sur les liens entre la métropole et les territoires adjacents. 2020, c'est demain ! Affirmons les lignes rouges : proximité des lieux de décision et équilibre territorial !

Monsieur le Président, chers collègues, depuis 3 ans, nous posons des amendements budgétaires. Chaque année vous les avez rejetés sans discernement en nous caricaturant, à l'ancienne... tout en reprenant à votre compte nos idées... quelques mois après. Ainsi de la territorialisation en matière de protection de l'enfance, pour les éducateurs de rue, les travailleuses familiales, l'appel à projet sport, les ventes immobilières, l'ouverture de capital des satellites, etc. C'est bien de reprendre nos idées, mais ce serait mieux d'en discuter vraiment en séance, et de construire ensemble.

Il faut clarifier les horizons. Ce sera le sens de nos interventions.

Session des 12 et 13 février 2018

Introduction Grégory Blanc

Monsieur le Président, chers collègues,

Nous sommes à mi-mandat. L'occasion de faire un point d'étape.

Chers collègues de la majorité, la situation que vous avez découverte pour la plupart en 2015 ne correspondait sans doute pas à ce qu'on vous avait raconté.

Pendant des années, on a expliqué que ce Département était l'un des mieux géré de France, cela faisait même les gros titres de la presse... jusqu'à ce que la réalité, brutale, soit mise à nu.

On a expliqué ensuite que le problème incombait au social, avec le fameux « 1 M €/jour » ... alors que les dépenses en M&L sont plus faibles et pourtant parmi les mieux compensés.

Depuis le début de ce mandat, vous cognez sans discernement sur l'Etat, alors même que la plupart d'entre vous ont ardemment soutenu un candidat et un projet qui voulait réduire 3 fois plus les dotations ! Cherchez la cohérence !

En vérité, pour redresser la barre, il nous faudra de la rigueur collective : qui peut aujourd'hui continuer à nier la réalité ? **Oui, ça va mieux, nous sommes sortis du coma. Non, c'est encore très loin d'aller bien : ce Département est maintenu en état végétatif, amorphe, complètement alangui.**

Quelques constats. **Ce budget 2018 affiche un objectif de 7M€ de remboursement de la dette : à ce rythme, il faudra 64 ans pour éteindre le problème !!!**

Pire : l'investissement sera à nouveau en baisse de 10M€, une fois ôtée la hausse fictive de trésorerie !!! Le Maine-et-Loire est avant dernier, 100^e sur 101 départements en Investissement / hab. Le sous-investissement, ça passe quelques années, c'est dramatique sur la durée. Quelques chiffres :

	Dépenses équipements brutes		
	€/hab 49	€/strate	€/nat
CA 2014	69	95	
CA 2015	40	98	99
CA 2016	43	81	91

Ce Département ne prépare plus l'avenir et votre budget 2018 propose un statu quo ! Il n'est ni très mauvais, ni très bon. Vous augmentez chaque ligne un petit peu, de manière saupoudré, sans véritable choix. Mais il ne règle rien, ni sur la dette ni pour notre autofinancement.

Aussi, au-delà des contraintes, quelles sont vos orientations ? Pour nous, c'est flou. Où voulez-vous emmener le Département pour après 2021 ? Quelles missions demain ? Quel positionnement dans les territoires ?

C'est encore moins clair, en ayant en tête les alertes de Philippe Chalopin lors du DOB quant aux difficiles budgets 2019 et 2020 de nouveau à cause de la dette. Et en 2019 et 2020, il faudra de nouveau encaisser sur le surcoût de l'appel à projet protection de l'enfance, mais aussi 2,5M€ supplémentaires chez les pompiers, etc.

Ce département est en sous-investissement et en « sous-fonctionnement » chronique. Comment être au rendez-vous des compétitions territoriales si nous ne parvenons plus à renouveler et améliorer nos infrastructures ? Comment répondre aux besoins de nos concitoyens ?

Le problème est grave. En réalité, si on refuse l'immobilisme, 2 choix s'offrent à nous :

1. **Augmenter les impôts de 25%** pour porter durablement l'épargne à plus de 60M€, en restant à périmètre constant d'intervention.
2. **Engager de véritables réformes de structures.** Nous recentrer enfin et véritablement sur notre cœur de métier. Construire un département stratégique, innovant, partenaires des autres collectivités et des forces vives.

Nous défendons cette 2^e option depuis 2014. Mais à la lumière des 3 années écoulées, il faut aller plus vite, plus loin, en changeant la nature de la collectivité. Un Département stratégique est un département qui se rend indispensable sur ses missions. Un département souple, agile, coordonné, créant des complémentarités. Non plus une administration centralisée, avec des vice-présidents en silo de compétences.

Nous vous demandons un travail commun pour bâtir nos fonctionnements futurs, avec une trajectoire sur 5 ans, pour décentraliser réellement notre administration, positionner les maisons départementales des solidarités (MDS) en lien avec les CCAS, les CLIC, les centres sociaux. Supprimer les triples accueils, la multiplication des factures de chauffage, les doublons administratifs, mais au contraire remettre les assistantes sociales auprès des habitants, à domicile... Grâce au précédent gouvernement, nous discuterons cet après-midi des maisons des services publics avec l'Etat. Cela va dans le bon sens et trace une perspective. Mais ce n'est pas suffisant.

Même chose pour les routes et les collèges. En matière de mutualisation avec communes et Région, avec Vilar, Lurçat et Beaupréau, vous venez d'ouvrir la voie. Ce qui est possible pour les collèges doit être généralisé ailleurs : cuisine collective, mutualisation des bâtiments... Nous construisons des salles dans les collèges qui en réalité sont fermés plus de 6 mois dans l'année, alors que des communes cherchent des locaux pour loger leurs associations en soirée et/ou pour accueillir nos enfants lors des vacances !!! C'est cela qu'il faut mettre sur la table si nous voulons faire de véritables économies d'argent public !

Avec 9 intercommunalités et nos communes nouvelles, nous avons en Anjou de véritables fenêtres de tir. Nos intérêts sont convergents, chaque territoire a besoin d'un Département plus proche, mieux coordonné, qui investit. Et le Département a parallèlement besoin des autres pour s'en sortir.

Tout cela impliquera de revoir la gouvernance : créons des vice-présidents de territoires, polyvalents. A eux d'affirmer la place de la collectivité sur le terrain, à la manière des sous-préfets.

De même, à l'heure où s'ouvre le débat sur la Métropole angevine, soyons à la pointe, n'attendons pas qu'Angers décide pour nous. Cela nous concerne, il s'agira de savoir quelles compétences transférées, mais aussi se positionner sur les liens entre la métropole et les territoires adjacents. 2020, c'est demain ! Affirmons les lignes rouges : proximité des lieux de décision et équilibre territorial !

Monsieur le Président, chers collègues, depuis 3 ans, nous posons des amendements budgétaires. Chaque année vous les avez rejetés sans discernement en nous caricaturant, à l'ancienne... tout en reprenant à votre compte nos idées... quelques mois après. Ainsi de la territorialisation en matière de protection de l'enfance, pour les éducateurs de rue, les travailleuses familiales, l'appel à projet sport, les ventes immobilières, l'ouverture de capital des satellites, etc. C'est bien de reprendre nos idées, mais ce serait mieux d'en discuter vraiment en séance, et de construire ensemble.

Il faut clarifier les horizons. Ce sera le sens de nos interventions.